

TRAITEMENT DE LA TAXE OU DE LA REDEVANCE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

D) Dispositif

La taxe et la redevance d'enlèvement des ordures ménagères sont prises en compte dans le calcul de deux critères de la répartition de la DGF.

- le coefficient d'intégration fiscale des EPCI à fiscalité propre (L. 5211-30-III du CGCT)

L'article L. 5211-30-III du CGCT prévoit que, lorsqu'il est perçu par l'EPCI à fiscalité propre, le produit de la TEOM ou de la REOM (article L. 2333-76 du CGCT) doit figurer au numérateur et au dénominateur du CIF. Lorsqu'il n'est pas perçu par l'EPCI à fiscalité propre, et qu'il est donc perçu par les communes membres ou par un autre EPCI (et notamment par un syndicat), ce produit doit dès lors figurer uniquement au dénominateur du CIF. J'attire ici votre attention sur le fait que lorsque le produit de la TEOM ou de la REOM est perçu par un syndicat intercommunal, seule la fraction du produit perçue sur le territoire de ses communes membres appartenant parallèlement à un EPCI à fiscalité propre doit figurer au dénominateur du coefficient d'intégration fiscale.

- le calcul de l'effort fiscal des communes (L. 2334-5 et-6)

Seule la redevance générale prévue à l'article L. 2333-76 du CGCT (REOM) ou la taxe (TEOM) perçue par la commune est prise en compte dans le calcul de son effort fiscal.

Lorsque cette REOM ou la TEOM est perçue par un EPCI à fiscalité propre ou par un EPCI non doté d'une fiscalité propre, elle est prise en compte dans le calcul de l'effort fiscal de la commune membre à concurrence du montant perçu par l'EPCI sur le territoire communal.

Collectivités percevant la TEOM et/ou la REOM	Impact sur l'effort fiscal (EF) des communes	Impact sur le CIF des EPCI à fiscalité propre
Commune	Majore l'EF	Minore le CIF
EPCI à fiscalité propre	Majore l'EF	Majore le CIF
Syndicat sans fiscalité propre	Majore l'EF	Minore le CIF

REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

I) Dispositif

En l'état actuel de sa rédaction, le 1° bis de l'article L. 5211-30-III du code général des collectivités territoriales (CGCT) précise que le coefficient d'intégration fiscale des communautés d'agglomération est égal au rapport entre :

« a) Les recettes provenant des quatre taxes directes locales, de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance d'assainissement perçues par l'établissement public minorées des dépenses de transfert ;

b) Les recettes provenant des quatre taxes directes locales, de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance d'assainissement perçues par les communes regroupées et l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire de celle-ci. »

La redevance d'assainissement intervient dans le calcul du CIF des seules communautés d'agglomération tant au numérateur qu'au dénominateur.

Il convient toutefois de préciser que le produit de la redevance d'assainissement ne figure au numérateur du CIF que si la communauté d'agglomération perçoit directement la redevance d'assainissement. Lorsque le service est géré par un délégataire qui collecte la redevance d'assainissement, seul le montant qui est reversé à l'EPCI, parfois appelé « surtaxe », doit être intégré au numérateur du CIF.

Enfin, lorsqu'il est perçu par les communes membres ou par un syndicat intercommunal, le produit de la redevance d'assainissement figure uniquement au dénominateur du CIF.

ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION BUDGETAIRES DES COMMUNES MEMBRES

I) Dispositif

Les modalités de calcul du potentiel fiscal et financier des communes ne sont pas encore connues. Elles seront définies par la loi de finances initiale pour 2012.

Cependant, en prévision des futures modalités de calcul de ce potentiel fiscal et financier, il vous est demandé cette année de bien vouloir nous **transmettre l'ensemble des attributions de compensation perçues par les communes ou versées**

TRANSFERTS DE PRODUITS FISCAUX

Loi n°80-10 du 10 janvier 1980

Loi n° 99-586 du 12 juillet 1999

Loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010

I) Dispositif et données à renseigner

A) *Les transferts de produits fiscaux entre communes et entre communes et groupements de communes à fiscalité propre*

Jusqu'en 2009, il s'agissait de transferts de produits de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties qui entraînaient, en application des articles 11 et 29 de la loi n°80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, une correction symétrique des potentiels fiscaux, et donc aussi des potentiels financiers, à hauteur des bases d'imposition prises en compte dans le transfert. A la suite de la suppression de la taxe professionnelle, les collectivités ont perçu une compensation relais en 2010 ayant pu faire l'objet d'un transfert. Depuis 2011, il s'agit de transferts de produits de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), de contribution économique territoriale (CET) et de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB).

Les transferts de produits peuvent avoir lieu dans trois hypothèses :

- a) **versement par une commune à un groupement de communes ou un syndicat mixte**, qui crée ou gère une zone d'activité économique, de tout ou partie de la part communale de la TASCOM, de contribution économique territoriale ou de taxe foncière sur les propriétés bâties acquittée par les entreprises implantées dans cette zone d'activité ;
- b) **répartition entre les communes membres d'un groupement de communes** de tout ou partie des parts communales de la TASCOM, de contribution économique territoriale ou de taxe foncière sur les propriétés bâties acquittées par les entreprises implantées dans une zone d'activité économique située sur le territoire d'une seule commune ;
- c) **répartition entre communes, appartenant ou non à un groupement**, de tout ou partie des parts communales de TASCOM, de contribution économique territoriale ou de taxe foncière sur les propriétés bâties perçues sur leur territoire.

Ainsi, les transferts visés ci-dessus ne peuvent avoir lieu que des communes vers d'autres communes ou groupements. Les transferts de produits fiscaux de communes aux groupements ne donnent lieu à correction du potentiel fiscal de la commune et du groupement que dans l'hypothèse où le groupement est à fiscalité propre.

Toutefois, bien que non prévus par la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, des transferts "en triangle" de produits fiscaux entre communes, mais transitant par des syndicats, existent en pratique. Vous veillerez dans ce cas, à indiquer les transferts de produits entre la commune initialement transférante et celle finalement bénéficiaire, et non le détail du transfert transitant par le syndicat.

B) Les transferts de produits fiscaux entre EPCI et communes

L'article 97 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale modifiant la loi du 10 janvier 1980 prévoit deux nouveaux cas de figure qui s'ajoutent au dispositif visé au point 1) mais qui ne jouent que **dans des cas biens spécifiques** :

a) substitution d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique ou à fiscalité additionnelle de zone à ses communes membres, dans les accords passés antérieurement au titre de la loi de 1980 par ses communes avec un syndicat intercommunal ou un syndicat mixte ayant pour objet l'aménagement et la gestion d'une zone d'activités.

b) association d'un EPCI à fiscalité additionnelle aux accords passés antérieurement à leur adhésion au titre de la loi de 1980 par ses communes membres avec un syndicat intercommunal ou un syndicat mixte.

Les accords concernés prévoient le plus souvent que les communes membres du syndicat reversent une partie de contribution économique territoriale ou de leur taxe foncière sur les propriétés bâties au syndicat ayant pour objet l'aménagement et la gestion d'une zone d'activités d'intérêt départemental ou interdépartemental, et le cas échéant, à d'autres communes membres.

La substitution ou l'association de l'EPCI à fiscalité propre prévue par la loi du 12 juillet 1999 conduit celui-ci à reverser à son tour en lieu et place de ses membres, une partie de sa contribution économique territoriale et/ou la taxe foncière sur les propriétés bâties qu'il perçoit au syndicat, et le cas échéant, aux communes membres du syndicat. Dans ce dernier cas, le potentiel fiscal de cet EPCI et celui des communes bénéficiaires sera corrigé.

Dans les cas visés aux points a) et b), les potentiels fiscaux des EPCI à fiscalité propre ne seront corrigés que si les reversements s'effectuent **au profit de communes membres des syndicats concernés** et non directement aux syndicats.

ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION NEGATIVES

I) Dispositif

L'article L. 5211-30-III du code général des collectivités territoriales (CGCT) précise, pour les EPCI qui étaient jusque-là à taxe professionnelle unique, que le coefficient d'intégration fiscale est égal au rapport entre :

« a) Les recettes provenant des quatre taxes directes locales, de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères perçues par l'établissement public minorées des dépenses de transfert ;

b) Les recettes provenant des quatre taxes directes locales, de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères perçues par les communes regroupées et l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire de celle-ci. »

II) Les données à recenser

Certaines communes membres d'EPCI ex-TPU ne perçoivent pas d'attribution de compensation du fait de la faiblesse de leur produit de taxe professionnelle l'année précédant leur passage en taxe professionnelle unique. De ce fait, elles peuvent parfois être amenées à reverser une fraction de leurs ressources appelée "attribution de compensation négative" à l'EPCI.

Ces attributions de compensation négatives interviennent alors dans le calcul du CIF tant pour son numérateur que pour son dénominateur.

Je vous rappelle que **les attributions de compensation négatives** sont en principe comptabilisées **dans les comptes administratifs 2010 des EPCI au compte 7321**.

Ce recensement ne concerne **que les EPCI ex-TPU créés ou issus d'une transformation avant le 1^{er} janvier 2010**. En effet, les groupements créés courant 2010 avec effet au 1^{er} janvier 2011 ne disposent pas de compte administratif dans la nouvelle catégorie au titre de l'année 2010.

DEPENSES DE TRANSFERT - Attributions de Compensation et Dotation de Solidarité Communautaire

I) Dispositif

Dans sa version actuellement en vigueur, l'article L. 5211-30-III 1° du code général des collectivités territoriales (CGCT) précise que le coefficient d'intégration fiscale (CIF), pour les communautés urbaines de 2000 à 2002 et les communautés d'agglomération, est égal au rapport entre :

« a) Les recettes provenant des quatre taxes directes locales, de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance d'assainissement perçues par l'établissement public minorées des dépenses de transfert ;

b) Les recettes provenant des quatre taxes directes locales, de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance d'assainissement perçues par les communes et les communes nouvelles regroupées et l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire de celles-ci. »

Cette minoration au titre des dépenses de transfert est également réalisée dans le calcul du CIF des communautés de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 nonies C du CGI.

Le IV de l'article L. 5211-30 du CGCT précise quant à lui que « les dépenses de transfert retenues pour déterminer le coefficient d'intégration fiscale des communautés de communes faisant application de l'article 1609 *nonies C* du code général des impôts et des communautés d'agglomération sont l'attribution de compensation et la moitié de la dotation de solidarité communautaire (...) telles que constatées dans le dernier compte administratif disponible ».

Depuis la loi de finances pour 2005, les dépenses de transfert ne sont plus déduites du CIF des CC à fiscalité additionnelle, dans la mesure où elles ne le corrigeaient que très marginalement.

II) Les données à recenser

Il vous appartient de recenser **les attributions de compensation et les dotations de solidarité communautaire figurant dans les comptes administratifs des communautés d'agglomération et les communautés de communes à TPU en 2010**. Je vous rappelle que les attributions de compensation et les dotations de solidarité communautaire sont en principe imputées aux comptes 739111 et 739112.

Vous procéderez à ce titre à un contrôle attentif des variations les plus fortes que vous pourriez observer entre les données recensées en 2010 (compte administratif 2009 pour la DGF 2011) et les données recensées cette année (mouvements d'entrées et de sorties, variations supérieures à + 10 % et - 10 %).

Recensement du versement de l'ACNE 2011 pour la DGF 2012

EPCI :

Il convient de recenser le montant des **ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION pour NUISANCES ENVIRONNEMENTALES (ACNE)** versées en application de l'article 1609 *quinquies* C III 4° du CGI par l'EPCI soit :

- aux communes membres de la zone de développement de l'éolien
- Si aucune ZDE, aux communes d'implantation des éoliennes et aux communes limitrophes ET membres de l'EPCI

N° Siren de l'EPCI	Nom de l'EPCI percevant la fiscalité éolienne (CFE, IFER)	Identification ZDE (oui=1; non =0)	Nom de la commune percevant l'ACNE	Critères d'attribution (ZDE ou LIMITROPHE ou IMPLANTATION)			Montant de l'ACNE versée en 2011 (en €)	Commentaires (si nécessaire)
				ZDE*	Limitrophe*	Implantation*		

* Code : 1 dans la colonne correspondant à la situation et 0 dans le cas contraire